MAIRIE DE CHAMPANGES
Haute-Savoie

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 MAI 2025

L'an Deux mille vingt-cinq, le seize mai à 19 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMPANGES dûment convoqué, s'est réuni en session publique ordinaire, à la Mairie de CHAMPANGES, sous la présidence de Monsieur Renato GOBBER, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 15 Présents : 12 Votants : 14

Date de convocation du Conseil Municipal : 07/05/2025

Présents : Renato GOBBER - Yves MICHOUX - Martine GRENAT- Brigitte GIOANNI- Christèle DECROUX- Nathalie CHAMOT- Marlène CACHAT- Rémy PIECUCU- Georges GOURREAU – Sophie BOCHET – GOURSAUD Agnès-RACIN Nicolas

Procuration : Monique BUFFET donne procuration à Martine GRENAT -Benoit PEDRETTI donne procuration à Brigitte GIOANNI

Absent : Xavier LEMAN

Secrétaire de séance : Marlène CACHAT

ORDRE DU JOUR :

- Demande subvention à la Région Auvergne Rhône-Alpes pour réhabilitation de l'ancienne école primaire
- Demande subvention à la Région Auvergne Rhône-Alpes pour financer les travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un équipement sportif
- Demande de subvention au Fonds d'Aide au Football Amateur (FAFA)
- Convention partenariat avec l'association Famille Rurale de Marin
- Région Auvergne Rhône-Alpes : Cession à titre gratuit d'un barnum pour les associations
- CCPEVA : Transfert de compétence « construction et exploitation de l'abattoir de Haute-Savoie » avec modification des statuts pour création et adhésion au syndicat mixte
- CCPEVA : Modification des Statuts
- CCPEVA : Adoption du rapport de la CLECT
- CCPEVA : convention de refacturation de l'étude sur les résidences secondaires et les locaux vacants
- Urbanisme
- Informations diverses

Le 07/05/2025 : décision budgétaire modificative portant virement de crédit de chapitre à chapitre sans incidence budgétaire

Besoin d'ajuster le chapitre budgétaire 21 –2128 Autres agencements et aménagements

A procéder au virement de crédit suivant : En Investissement :

Section	Chapitre	Article	Montant avant Décision	Augmentation /diminution	Montant après Décision
Dépenses	21	215731-Matériel roulant	35 500€	-13 200€	22 300€
Dépenses	21	2128-Autre agencements et aménagements	0€	+13 200€	13 200€
Total général des dépenses d'investissement			770 170.46€	+ 13 200€ - 13 200€	770 170.46€
Total général des recettes d'investissement			770 170.46€		770 170.46€

1-DEMANDE DE SUBVENTION REGION AUVERGNE RHONE ALPES POUR REHABILITATION DE L'ANCIENNE ECOLE PRIMAIRE EN LOCAUX PROFESSIONNELS

Monsieur le maire rappelle le contexte et les enjeux de la réhabilitation de l'ancienne école communale en 11 locaux professionnels destinés à l'accueil de professions médicales, paramédicales et autres activités. Cette nouvelle destination du bâtiment permet de revitaliser la commune en apportant des services jusqu'alors inexistantes.

Les travaux sont estimés à : 152 000€

Monsieur le maire propose de demander une subvention à la région relative à l'aide suivante : aménager mon territoire, investir dans ma collectivité, ma commune.

Le plan de financement prévisionnel s'établit ainsi :

	RECETTES	DEPENSES
Montant des travaux		100 000€
Matériel et équipement		52 000€
Autre financement -CCPEVA	37 177€-(24.45%)	
Région	82 903€ (54.55%)	
Autofinancement	31 920€ (21%)	
TOTAL	152 000€	152 000€

Le conseil municipal après avoir délibéré et à l'unanimité : DECIDE

D'APPROUVER la proposition et le plan de financement prévisionnel

DE SOLLICITER l'aide financière de la Région présentée ci-dessus

D'AUTORISER M. le Maire à accomplir toutes les formalités et à signer tous les documents y afférant

Résultat des votes :

Exprimés : 14 Pour : 14 Contre : 0 Abstentions :00

2- DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION AUVERGNE RHONE ALPES POUR AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE D'UN EQUIPEMENT SPORTIF

Monsieur le maire rappelle le contexte et les enjeux concernant l'amélioration de la performance énergétique du stade de football. L'éclairage actuel du stade de foot, celui-ci date de plus de 30 ans et ne réponds plus à la norme de la Fédération Française de Football. Les mats en bois supportant les projecteurs halogènes sont dégradés et doivent être remplacés.

Le passage en LED pour les projecteurs de type BVP528, permettront un classement en catégorie E6 conformément à la demande de la FFF et la qualité visuelle des joueurs s'en trouvera améliorée.

L'implantation de mâts aciers intégrant des dispositifs de commande permet la suppression des coffrets béton en bord de terrain ce qui améliore la sécurité.

L'installation d'un coffret SIGNIFY permet de moduler la puissance de l'éclairage et ainsi réaliser des économies significatives d'énergie.

Les travaux sont estimés à 45 510 .93€

Monsieur le maire propose de demander une subvention à la région relative à l'aide suivante : financer les travaux de construction, rénovation ou agrandissement d'un équipement sportif.

Le plan de financement prévisionnel s'établit ainsi :

	RECETTES	DEPENSES
Montant des travaux		45 510.00€
Département	10 000€ (22%)	
Région	10 000€ (22%)	
Autre financeur : Fonds d'Aide au Football Amateur (FAFA)	11 378€ (25%)	
Autofinancement	14 132€ (31%)	
TOTAL	45 510.00€	45 510.00€

Le conseil municipal après avoir délibéré et à l'unanimité : DECIDE

D'APPROUVER la proposition et le plan de financement prévisionnel.

DE SOLLICITER l'aide financière de la Région telle que présentée ci-dessus

D'AUTORISER M. le Maire à accomplir toutes les formalités et à signer tous les documents y afférant
 Résultat des votes :

Exprimés : 14 Pour : 14 Contre : 0 Abstentions : 0

3- DEMANDE SUBVENTION AU FONDS D'AIDE AU FOOTBALL AMATEUR FAFA

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée le projet des travaux d'amélioration de la performance énergétique du stade de football de Champanges. Le Fonds d'Aide au Football (FAFA) a la possibilité de contribuer au financement de ce type d'équipement.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 45 510 .93€ HT

Le plan de financement serait le suivant :

Nature	Cout estimatif
Dépose mat -projecteurs existants-fournitures	45 510

Nature	Montant
Fédération Française de football : FAFA	11 378 (25%)
Région	10 000€ (22%)
Département	10 000€ (22%)
Commune de Champanges : autofinancement	14 132€ (31%)

Le conseil municipal après avoir délibéré et à l'unanimité : DECIDE

D'ACCEPTER la proposition et le plan de financement prévisionnel

DE SOLLICITER une subvention auprès du Fonds d'Aide au Football (FAFA) pour la réalisation de ces travaux

D'AUTORISER M. le Maire à accomplir toutes les formalités et à signer tous les documents y afférant

Résultat des votes :

Exprimés : 14 Pour : 14 Contre : 0 Abstentions : 0

4-CONVENTION PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION FAMILLES RURALES DE MARIN

Entendu l'exposé de monsieur le maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le projet de convention ci-annexé concernant la participation aux frais de fonctionnement de l'association Familles rurales de Marin pour l'accueil des enfants résidant sur la commune.

Le conseil municipal après avoir délibéré et à l'unanimité : DECIDE

D'APPROUVER la convention type de partenariat associatif avec l'association Familles Rurales de Marin,

D'AUTORISER M. le Maire à accomplir toutes les formalités et à signer tous les documents y afférant

Résultat des votes :

Exprimés : 14 Pour : 14 Contre : 0 Abstentions : 0

5-REGION -CESSION A TITRE GRATUIT D'UN BARNUM POUR LES ASSOCIATIONS

Monsieur le maire informe l'assemblée d'un nouveau dispositif mis en place par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, destiné à soutenir la vie associative dans les petites communes.

Ce dispositif permet de mettre à disposition un barnum (3m x 3m), cédé à titre gracieux par la Région. La commune de Champanges s'engage à le stocker, l'entretenir et le mutualiser au maximum, à la destination exclusive des associations locales.

Elle s'engage également à s'assurer pour tous les dommages lors de son utilisation, et à le maintenir en état, le cas échéant en remplaçant des éléments défectueux.

Monsieur le maire propose de solliciter une demande auprès de La Région pour le dispositif énoncé ci-dessus

Le conseil municipal après avoir délibéré et à l'unanimité : DECIDE

DE SOLLICITER une demande auprès de La Région pour le dispositif de mise à disposition d'un barnum

D'AUTORISER M. le Maire à accomplir toutes les formalités et à signer tous les documents y afférant

Résultat des votes :

Exprimés : 14 Pour : 14 Contre : 0 Abstentions : 0

6- CCPEVA - TRANSFERT DE COMPETENCE « CONSTRUCTION ET EXPLOITATION DE L'ABATTOIR DE HAUTE-SAVOIE » AVEC MODIFICATION DES STATUTS DE LA CCPEVA POUR CREATION ET ADHESION AU SYNDICAT MIXTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L5211-17 et L5721-2, Vu la délibération de la CCPEVA du 11/03/2025 modifiant ses statuts et approuvant le principe de création du syndicat mixte de l'abattoir public de Haute-Savoie, ainsi que les statuts du syndicat,

Monsieur le maire expose que face à la pérennité précaire de l'abattoir de Megève(propriété de la Communauté de commune PMB), dernier abattoir public de Haute-Savoie, le Département de la Haute-Savoie et la Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc ont uni leurs efforts, et mobilisé les EPCI, afin que le département se dote d'un service public d'abattoir performant, capable de répondre aux besoins et enjeux d'une agriculture de montagne fortement tournée vers l'élevage,

aux attentes sociétales de consommer « local », de garantir des conditions d'abattage qui respectent le bien-être animal, notamment en réduisant les distances de transport des animaux, de disposer d'un outil aux normes sanitaires.

La création d'un abattoir public de proximité relève de l'intérêt général, en adéquation avec les besoins du territoire haut-savoyard. Ce nouvel abattoir sera positionné au centre du département de façon à être facilement accessible, d'une petite dimension (1 500 à 2 000 tonnes/an), multi-espèces, adapté aux exploitations agricoles désireuses de commercialiser des viandes en circuit court, et pouvant accueillir l'abattage rituel.

Pour la construction et l'exploitation de cet abattoir départemental, le Département de la Haute-Savoie a souhaité impliquer l'ensemble des EPCI à fiscalité propre dans le projet ; le portage élaboré conjointement conduit à la création d'un syndicat mixte. Celui-ci associera les Communautés de communes et les Communautés d'agglomération du département de Haute-Savoie, ainsi que le Département.

Les investissements spécifiques à la construction de l'abattoir (comprenant l'achat du foncier), et une fois les subventions déduites, de la Région notamment, seraient répartis selon la clé de répartition suivante :

Département : 80 %

EPCI membres : 20 %, répartis sur la base du dernier recensement connu de la population DGF du territoire intercommunal de chacun des EPCI.

Selon les articles L5211-17 et L5721-2 du CGCT, et au vu du principe de spécialité, chaque EPCI peut participer à un syndicat mixte à condition que chaque membre soit compétent statutairement pour l'exercice de la compétence dont la mise en œuvre est portée par le syndicat.

C'est en ce sens qu'il est proposé :

-D'approuver, en vertu de l'article L5211-17 du CGCT, le transfert à la CCPEVA de la compétence libellée comme ci-après : « construction et exploitation de l'abattoir public de Haute-Savoie en lien avec l'animation et la définition de la politique agricole d'intérêt commun sur le département » ;
D'approuver la modification des statuts de la CCPEVA générée par la prise de cette compétence ;
D'approuver l'adhésion de la CCPEVA au syndicat mixte de l'abattoir public de Haute-Savoie.

Le conseil municipal après avoir délibéré et à l'unanimité : DECIDE

D'APPROUVER le transfert de la compétence « construction et exploitation de l'abattoir public de Haute-Savoie en lien avec l'animation et la définition de la politique agricole d'intérêt commun sur le département », en application de l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la CCPEVA

D'APPROUVER la modification des statuts de la CCPEVA générée par la prise de cette compétence.

D'APPROUVER l'adhésion de la CCPEVA au syndicat mixte de l'abattoir public de Haute-Savoie.

D'AUTORISER le Maire de la commune de Champanges à signer toutes les pièces afférentes à l'exécution de la présente délibération.

Résultat des votes :

Exprimés : 14 Pour : 14 Contre : 0 Abstentions : 0

7-CCPEVA - MODIFICATION DES STATUTS DE LA CCPEVA

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que par délibération en date du 11/03/2025, la Communauté de Communes Pays d'Evian vallée d'Abondance a adopté de nouveaux statuts dont les dispositions principales sont les suivantes :

La catégorie des « compétences optionnelles » des communautés de communes a été supprimée, celles-ci devenant « compétences supplémentaires pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ».

Pour rappel les statuts modifiés reprennent ces trois libellés :

Compétences obligatoires et exclusives ;

Compétences supplémentaires pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ;

Autres compétences non soumises à la définition de l'intérêt communautaire

Cette modification permet d'intégrer dans les statuts des compétences déjà exercées par la CCPEVA mais qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une mise à jour statutaire.

Parmi les modifications, les compétences eau et assainissement, auparavant incluses dans les compétences optionnelles, sont désormais inscrites dans les compétences obligatoires et exclusives, conformément aux dispositions de la loi NOTRe.

Les compétences supplémentaires sont inchangées dans les statuts mais que l'intérêt communautaire attaché à ces compétences a été modifié.

Plusieurs compétences ont été ajoutées aux statuts dans la rubrique des autres compétences :

Les participations financières et les versements de subventions à des organismes externes d'intérêt communautaire ;

- La formation musicale ;
- Le Règlement local de publicité intercommunal ;
- Le plan intercommunal de sauvegarde ;
- L'abattoir public départemental.

Considérant que parmi ces autres compétences, certaines ont été transférées dans la définition de l'intérêt communautaire :

- Le méthaniseur, au sein de la compétence supplémentaire protection et mise en valeur de l'environnement ;
- La gestion des sentiers de randonnées, au sein de la compétence obligatoire aménagement de l'espace ;
- La politique d'accueil des saisonniers, au sein de la compétence supplémentaire politique du logement et du cadre de vie.

Considérant que parmi ces autres compétences, certaines ont fait l'objet d'une suppression :

- Certains équipements d'intérêt communautaire en raison de leur transfert ou vente ;
- La politique de la ville.

Monsieur le maire précise que la procédure prévue à l'article L. 5211-20 du CGCT impose que la modification des statuts d'un EPCI soit approuvée par les conseils municipaux des communes membres dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du conseil communautaire. A défaut de délibération dans ce délai, l'avis de la commune est réputé favorable.

L'approbation est acquise si elle réunit soit les deux tiers des conseils municipaux représentant au moins la moitié de la population municipale, soit la moitié des conseils représentant au moins les deux tiers de la population municipale.

Les statuts modifiés ont été notifiés à la commune en date du 28 avril 2025, déclenchant le délai de trois mois prévus par le CGCT,

Le conseil municipal après avoir délibéré et à l'unanimité : DECIDE

D'APPROUVER la modification des statuts de la communauté de communes pays d'Evian – vallée d'Abondance telle qu'adoptée par le conseil communautaire en date du 11 mars 2025 et annexée à la présente délibération,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Résultat des votes :

Exprimés : 14 Pour : 14 Contre : 0 Abstentions : 0

8–CCPEVA – ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES
--

Monsieur rappelle au conseil que la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) a pour mission d'évaluer le montant des charges transférées lors d'un transfert ou au contraire du retour d'une compétence entre un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique et ses communes membres.

A ce titre la commission est réunie, conformément à l'alinéa IV de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts à chaque transfert ou restitution de compétence entre l'EPCI et ses communes membres, le 14 avril 2025 pour examiner les conditions financières d'exercice de la compétence de la Communauté de communes du Pays d'Evian et de la Vallée d'Abondance en matière d'animation touristique, qui, telle que définie par l'article L.5214-16 du Code général des collectivités territoriales « est une compétence partagée, au sens de l'article L.111-4 (de ce même code), avec les communes de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ».

En l'espèce les Communes de Bernex et de La Chapelle- d'Abondance avaient manifesté en amont de la réunion de la commission leur souhait de reprendre à leur charge l'ensemble des animations financées par l'Office de tourisme du Pays d'Evian et de la Vallée d'Abondance (OTPEVA) sur leur territoire. La méthode d'évaluation des charges correspondant à ces interventions, détaillée dans le rapport joint à la présente délibération, consiste à retenir les charges exposées par l'OTPEVA au cours du dernier exercice précédent le transfert (pour la rémunération des animateurs affectés aux deux communes) et la moyenne des dépenses constatées sur les deux exercices précédents (pour les coûts directs générés par l'organisation des animations).

Parallèlement la CLETC était appelée à se prononcer sur un ajustement de l'évaluation initiale de la compétence transférée à la CCPEVA en matière de promotion du tourisme (intégration de charges non prises en compte lors du transfert initial pour la Chapelle d'Abondance).

Le rapport sur les travaux menés a été adopté par les membres de la CLETC à l'unanimité. Il est à présent transmis aux conseils municipaux des communes membres de la Communauté et doit être approuvé par ceux-ci à la majorité qualifiée prévue au premier alinéa du II de l'article [L. 5211-5](#) du code général des collectivités territoriales (deux tiers au moins des communes représentant plus de la moitié de la population ou la moitié au moins des communes représentant les deux tiers de la population).

A l'issue de cette procédure d'examen et d'approbation, et conformément à la procédure dite de « révision libre » décrite au 1° bis de l'alinéa V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le montant des attributions de compensation des Communes de Bernex et de La Chapelle-D'abondance, concernées par les

travaux menées par la CLECT pourra être modifié, selon les termes de l'article 1609 nonies C précité, « en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges », « par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées ».

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5214-16,

Vu le Code général des impôts, et notamment l'article 1609 nonies C

Vu les réunions de la CLETC en date des 5 mars et 14 avril 2025

Vu le rapport de la CLETC en date du 14 avril 2025

Entendu le rapport ci-dessus,

Le conseil municipal après avoir délibéré et à l'unanimité DÉCIDE :

D'APPROUVER le rapport établi par la CLETC annexé à la présente délibération.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et, en particulier, de transmettre la présente délibération devenue exécutoire à la Communauté de communes.

Résultat des votes :

Exprimés : 14 Pour : 14 Contre : 0 Abstentions : 0

9- CCPEVA : CONVENTION DE REFACTURATION DE L'ETUDE SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES ET LES LOCAUX VACANTS

Monsieur le maire informe l'assemblée, qu'une délibération N° 2025-03-065 a été votée lors du Conseil communautaire du 31 mars dernier concernant l'étude et l'optimisation de la Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS) en lien avec la taxe sur les logements déclarés vacants.

Il rappelle que la taxe sur les logements vacants est perçue par l'Etat alors que la THRS est perçue par les communes et l'EPCI.

Qu'il est possible d'optimiser les recettes liées à la THRS à la fois pour les communes et pour la CCPEVA sans agir sur les taux.

L'étude, menée avec Ecofinance, consisterait à exploiter les rôles fiscaux des logements déclarés vacants, et d'envoyer un courrier aux contribuables concernés (déclaration à compléter).

Pour rappel s'ils habitent le logement, même une journée par an, ils doivent le déclarer en résidence secondaire.

La prestation serait facturée de la façon suivante :

-forfait de 5000€HT soit 6000€ TTC

-40% des gains obtenus à concurrence de 39 900€ HT soit 47 800€ TTC.

La CCPEVA prendra à sa charge le montant du forfait de 6 000 €TTC de l'étude et les communes prennent à leur charge, au prorata de la population DGF 2024 de la commune, la part variable (40%).

Pour permettre cette étude une convention entre la CCPEVA et la commune est nécessaire.

Le conseil municipal après avoir délibéré et à l'unanimité :

APPROUVE les termes de la convention pour la refacturation de l'étude sur les résidences secondaires et les locaux vacants jointe à la délibération

Autorise Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Résultat des votes :

Exprimés : 14 Pour : 6 Contre : 4 (Mmes GRENAT, BUFFET, GOURSAUD et Monsieur GOURREAU)

Abstentions : 4 : (Mmes CHAMOT- DECROUX- GIOANNI et M. PEDRETTI)

Considérant que les abstentions ne déterminent pas un choix, celle-ci est approuvée à 6 voix POUR et 4 VOIX contre.

10– URBANISME

Les autorisations de l'urbanisme délivrées depuis le conseil municipal du 11/042025 sont les suivantes :

Certificat d'urbanisme information :

Vente : THOMAS / FOREST

Certificat d'urbanisme opérationnel : Néant

DECLARATIONS PREALABLES : FAVORABLES

BOCHET Sébastien 767 route du Val d'Abondance-pose photovoltaïques

DEVIGNY Mathieu 302 Route de saint-urbain- installation d'une pergola

BASTIAN Yannick 311 F route d'Evian - abri de jardin

PERMIS DE CONSTRUIRE : FAVORABLE

SANNICOLO NOE - 231 chemin du lac - construction maison individuelle

PERMIS D'AMENAGER : Néant

11–INFORMATIONS DIVERSES

Monsieur le maire informe l'assemblée sur les points suivants :

-rappel de la mise en demeure de Mme BERTHOLIER qui sollicite la commune pour effectuer des travaux concernant l'écoulement des eaux pluviales sur sa propriété qui impacte son habitation. Monsieur le maire rappelle qu'un courrier lui a été adressée sur la réalisation d'ouvrage de sa part pour se prémunir de ces écoulements. Des visites sur place avec monsieur GOURREAU puis avec monsieur MICHOUX et moi-même ont été faites afin d'étudier les possibilités de travaux. Monsieur le maire sollicite l'avis du conseil pour la suite à donner concernant la demande de travaux. Le conseil à la majorité ne souhaite pas s'engager dans la réalisation de travaux sur le domaine privé.

-Installation de l'antenne téléphonique : réalisée ce jeudi 15 mai. A prévoir travaux par ENEDIS pour l'électrification et mise en œuvre.

-Marché fournitures de repas restauration scolaire : présentation de la proposition du groupement ELIOR- Après discussion il est décidé de dénoncer le marché de fournitures de repas avec l'APEI.

-Véhicule LOCAJEM : présentation du projet. Mise à disposition gratuitement d'un véhicule publicitaire pour la commune. Le démarchage auprès des entreprises locales s'effectue par la société– la proposition n'a pas l'engouement de l'assemblée. (Trop moche- publicité pour des entreprises hors Champanges -frais engendrés-pourquoi faire ? et pour qui ?)

-Inauguration de la maison des Associations : monsieur le maire informe que les présidents des associations ainsi que les bénévoles qui ont participé activement à l'aménagement du local sont conviés le 06/06/2025 à 18h30 pour l'inauguration du bâtiment. Les membres du conseil sont également conviés.

Monsieur GOURREAU intervient et présente le système de clés connectées qui pourrait être mis en place pour la maison des associations. Devis en cours. Cette solution pourrait être envisagée pour les gîtes.

-FOODTRUCK : monsieur le maire expose à l'assemblée la demande d'un locataire demeurant 600 route d'Evian pour la mise en place d'un Foodtruck route d'Evian sur une parcelle privée. Accord du propriétaire dans un premier temps puis refus de celui-ci. Le locataire sollicite monsieur le maire pour un emplacement possible sur la commune. Aucune possibilité actuellement.

-Dolce Vita : installation d'une psychologue madame Le Borgne et d'une psychothérapeute madame Dewever à l'étage côté ouest pour le 1^{er} septembre. Le devis de marquage pour les places de stationnement au sol a été signé.

La prochaine réunion du Conseil Municipal a été fixée 20/06/2025.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 22h15